



CONTRE-RÉFORME PUNITIVE DES RETRAITES : MOBILISÉ·ES POUR SON RETRAIT !

Mardi 10 janvier 2023, la Première ministre Elisabeth Borne a dévoilé le contenu de sa contre-réforme des retraites, un projet bouclé à l'avance dont les contours étaient déjà connus. Voilà plusieurs mois, en effet, que l'exécutif s'évertue à dresser le même tableau noir, celui d'un système de retraite « *en danger* », « *en proie à un déficit explosif* ». Une situation qui rendrait indispensables les mesures annoncées : le report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans et, avec l'accélération de la réforme Touraine, l'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une pension à taux plein.

Qu'importe que le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites ne laisse présager aucun déficit insoutenable : Mme Borne a annoncé son intention de faire adopter ce texte coûte que coûte. Elle peut, dans cet objectif, compter sur le soutien du parti Les Républicains qui, fidèle à sa doxa libérale et à la position qu'il défend au Sénat, s'est félicité des annonces de la Première ministre. L'examen de cette contre-réforme dans le cadre d'un projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificatif manifeste leur volonté de réduire au maximum le temps du débat parlementaire et d'exclure tout débat sur les alternatives de financement.

Un mauvais coup supplémentaire au moment où la satisfaction de leurs besoins essentiels est un véritable défi pour nos concitoyen·nes. Il est inconcevable de demander aux salarié·es, aux plus modestes, à celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt et qui exercent souvent les métiers les plus difficiles, d'assumer un « *sauvetage* » du système de retraite, en refusant envisager d'autres voies de financement. La hausse des salaires, des cotisations sociales patronales, la mise à contribution des revenus financiers du capital, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes... autant de pistes qui pourraient garantir notre système solidaire de retraite par répartition et le conquis social d'un âge légal de départ en retraite à taux plein à 60 ans.

Le front syndical unanime et celui des forces de gauche et écologistes montre bien, malgré tous les efforts de communication d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, que ce projet injuste n'a de vocation qu'à satisfaire le patronat et les marchés financiers. Nos concitoyen·nes ne s'y trompent pas ; 80% d'entre eux disent leur opposition au report de l'âge légal de départ à la retraite.

Élu·es du groupe *Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes*, nous serons aux côtés des agent·es de la fonction publique territoriale, des salarié·es et de tous nos concitoyen·nes, mobilisé·es pour la riposte la plus forte et rassembleuse. Nous participerons à la première journée nationale de grève et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale, le 19 janvier prochain. ●